

Les mapuche et le terrorisme d'état chilien

05-05-2011

Série de petits articles reprenant la situation actuelle du Wallmapu, soit du territoire historique des indiens Mapuche du Sud de l'Amérique.

Si les Mapuches sont aujourd'hui surtout présents au Chili, il en existe aussi beaucoup en Argentine qui sont en lutte, notamment contre l'entreprise Benetton, qui a acheté massivement des terres indiennes.

Les textes concernent les Mapuche chiliens et, plus particulièrement, une de leurs organisations: la CAM pour Coordinadora Arauco Malleco. Ils ont été écrit par une personne française y vivant actuellement et étant partie prenante de cette lutte historique des Mapuches (qui résistent depuis la "découverte" des "Amériques"). Le ton est donc volontairement passionné et de partie pris...

Condamnés à 20 et 25 ans de prison, les Prisonniers Politiques Mapuche (PPM) de la Coordinadora Arauco Malleco (CAM) entament une troisième grève de la faim. Le 22 mars dernier, la sentence du tribunal de Cañete dans le procès contre les 19 mapuche accusés entre autre chose de tentative d'homicide contre le fiscal (procureur) Elgueta est tombée : 20 ans de prison pour Ramon Llanquileo, Jose Huenuche et Jonathan Huillical, et 25 ans pour Hector Llaitul. Tous les quatre font partie de la Coordinadora Arauco Malleco (CAM), organisation mapuche revendiquant l'autonomie du Wallmapu (territoire mapuche). Tous les autres ont été acquittés ce qui démontre la volonté depuis le début de l'investigation de punir avant tout la CAM et de tenter une fois de plus de porter un coup fatal à son action politique de libération nationale. Le 15 mars, se sachant déjà condamnés, les quatre mapuche reconnus coupables ont entamé une nouvelle grève de la faim dénonçant l'application des lois anti terroristes dans un procès sanctionnant des délits communs. Ils demandent la révision de leurs cas et le droit à un nouveau procès car rien, dans les centaines de pages de l'instruction présentée par le fiscal Andres Cruz ne permet des condamnations aussi longues. Le tribunal a finalement retenu que deux témoignages honteux pour le faire : celui de Jonathan Huillical (un des condamnés) obtenu sous la torture et celui du témoin n° 26. Ce dernier est anonyme et obtenu grâce à la loi antiterroriste permettant la participation de témoins ayant supposément participé aux faits, en les libérant de toutes charges et en les rémunérant. Toutes les autres pièces à conviction de l'instruction ont été mises à la poubelle. Les témoignages de la PDI ont été ridiculisés par les témoignages contraires des gendarmes et les comptes rendus balistiques ont complètement invalidé les thèses de Cruz.

La Cours suprême de Santiago doit délibérer dans les semaines qui viennent si, oui ou non, elle concèdera un nouveau jugement aux quatre mapuche condamnés. Une fois de plus, il est nécessaire que leur cause trouvent un écho solidaire international pour que la liberté des quatre militants de la CAM ne tombent pas aux oubliettes et que les procès qui viennent ne suivent pas le même exemple. Les mapuche et le terrorisme d'état chilien – 9 mai 2010

http://amerikenlutte.free.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=1403&Itemid=49 Qui a fait sauter Richard Neguey 30 août 2010

http://amerikenlutte.free.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=1434&Itemid=49 Signez la pétition pour la libération des prisonniers politiques mapuche sur le lien suivant:

<https://spreadsheets.google.com/viewform?formkey=dGxvMDBwRVBkbVhUN3B0ckgwSHlwQkE6MQ> Pour celles et ceux qui comprennent l'espagnol, voir le site du procès

<http://wichaninfoaldia.blogspot.com/> L'indispensable solidarité avec les Prisonnier-e-s Politiques Mapuche Nous ne devons rien aux PPM mais aux leçons qu'elles nous donnent : sans lutte, nous n'obtiendrons rien. D'une certaine manière, les laisser à leur sort revient à jeter à la poubelle ce qui a été acquis. Arrêter de lutter, c'est perdre tout ce qu'ils ont gagné pour tout le monde. Parce que ce qui a été acquis n'est pas seulement un ensemble de bouts de terre, d'allocations et de bourses, ou de traités et lois spéciales, mais bien l'affaiblissement de la souveraineté d'un état colonial en obligeant à prendre en compte les revendications mapuche. Et ceci, nous le devons à la lutte que beaucoup ont de persécutions et d'appauvrissement.

Il est utile de rappeler que ce que donne l'état, indépendamment du gouvernement en place ou du parti, ce n'est pas par charité. Avec des maisons, des terres et tout le reste, l'état suit la logique mercantile et établit une sorte d'échange : pour des miettes matérielles, il s'achète la paix sociale.

En plus le cynisme de l'état chilien pousse le vice jusqu'à offrir des maisons en payant des entreprises de construction liées à la déforestation du Wallmapu et l'occupation de son sol avec des mono culture d'eucalyptus et de pins. On peut en déduire que la lutte a été suffisante jusqu'à maintenant pour apporter un mieux-être à quelques personnes mais c'est aussi le signal que l'économie est toujours debout, et continue à générer suffisamment d'excédents pour se payer les quelques litres de bénéfices matériels qui noient nos gorges assoiffées de justice social. Mais de cette manière, l'état ne solutionne pas le problème de fond et si il continue à emprisonner les mapuche c'est parce qu'elles ont les idées claires y ne pensent pas s'arrêter sur le chemin de la libération totale de leur territoire. Tous les bénéfices octroyés par l'état aux mapuche en tant que mapuche existent parce d'autres ont pris des risques pour cela, et en considérant souvent un projet plus ample comme l'autonomie des mapuche c'est-à-dire la liberté de décider elleux-mêmes comment elles veulent vivre au Wallmapu sans demander la permission à l'état chilien. Aujourd'hui, il y a des prisonnier-e-s pour cette raison et leur propre liberté est en jeu. Ce n'est pas le devoir de tout le monde de les appuyer dans le quotidien de leur enfermement. Ce qui est nécessaire c'est de continuer à lutter contre les

multinationales, contre l'état et aussi pour la liberté mapuche emprisonné-e-s. Pourquoi?

Parce que quand illes sont condamné-es, nous le sommes tou-te-s. Ce n'est pas seulement un slogan de manif, c'est la réalité. L'état emprisonne tou-te-s ceux qui se bat pour le Wallmapu, pour sa communauté. En plus, dans le cas des condamnations qui accablent les PPM en grève de la faim, l'état (en particulier le ministère public) marque un nouveau pas en avant en les condamnant à 25 ans de prison. Comme dans le cas de Poluco Pidenco avec des peines de 10 ans, l'état marque un précédent en faisant connaître ses honteux montages et laissant apparaître qu'il va être chaque fois plus dur. Et si l'état est chaque fois plus dur, c'est logiquement parce que la lutte fait aussi avance. C'est pour cette raison qu'il ne faut pas prendre peur. D'une certaine façon, abandonner les PPM, c'est faire marche arrière par rapport à ce qui a été fait, ce qui a été gagné. C'est un devoir d'appuyer leurs revendications, pour tou-te-s. Les laissez, c'est capituler, c'est dire OK, on ira pas aussi loin qu'eux.

Le traité 169 de l'OIT et la CAM :

deux visions antagoniques de l'autonomie. Des fois, c'est dur de se repérer dans le langage politique, entre deux mots comme autonomie et indépendance et encore plus entre les subtilités qui peuvent surgir d'un même mot comme l'autonomie.

Indépendance est peut-être plus facile à comprendre puisque nous avons déjà plusieurs exemples de nations qui l'ont cherché et qui ont obtenu la formation d'un état officiellement indépendant. Dans la pratique, évidemment, on connaît déjà le désastreux résultat obtenu parce que le colonialisme a su diversifier son emprise sur les territoires en gérant lui-même ces processus de pseudo indépendantisation. Qu'importe qu'il existe un état qui dans la forme est indépendant si de toutes façons il continue à servir les mêmes maîtres qui occupaient avant les postes du gouvernement? La marionnette a changé mais pas les intérêts servis. Ceci ne signifie pas qu'il soit insignifiant d'exiger l'indépendance, mais simplement que l'ennemi ne se laisse pas vaincre si facilement. On peut aussi en déduire que ça ne sert à rien de tuer le roi si on ne casse pas le trône, et s'il n'y a pas un changement politique et économique voire culturel. Qu'est ce qui se passe si on parle d'autonomie? Qu'est ce que ça veut dire?

La CAM revendique l'autonomie sur le territoire mapuche comme un objectif évident que le peuple mapuche doit obtenir et propose pour cela de récupérer les terres usurpées grâce à l'action directe, l'occupation effective et la résistance aux forces répressives quand celles-ci viennent agresser les communautés en lutte. Il faut virer les latifundistas (grands propriétaires terriens) et les multinationales qui détruisent le Wallmapu, reconstruire le territoire et récupérer le kimun et le rakidum (savoir et façon de penser mapuche) tellement affectés par des centaines d'années d'occupation agressive. Le traité 169 de l'OIT propose une série de mesures que tout état colonial comme le Chili devrait mettre en place pour garantir l'autonomie des peuples originaires sur leur territoire. L'autonomie ou un certain grade d'illusion d'autonomie?

Dans le pack de mesures proposées par ce traité, on trouve la recommandation de favoriser l'accès des mapuches à des postes politiques. Ou disons le plus clairement, favoriser la participation mapuche à la politique chilienne. Oui le traité est aussi cynique que cela. Pendant qu'il se réfère à l'autonomie des peuples originaires, il propose en même temps d'être un peu plus serviles à la cause de leurs envahisseur-euse-s. Mais qu'est ce que gagnent les mapuche en participant à la politique chilienne même en admettant (fantasmons encore plus) qu'il s'agisse de postes importants? En vérité, rien du tout. Seulement quelques mapuche plus chanceu-se-s y gagneront quelques chose parce que les envahisseur-euse-s ne laisseront jamais quelques mapuche changer quelque chose aussi important et juteux que l'occupation du Wallmapu. Au mieux, illes les utiliseront pour le faire croire.

Si les américain-ne-s ont tués Allende avec l'aide militaire chilienne, je ne vois pas comment les américain-ne-s et les chilien-ne-s laisseraient aujourd'hui quelques mapuche impliqué-e-s dans la politique chilienne changer quelque chose au problème de fond. Même s'ils le voulaient de tout leur coeur et c'est pas non plus garanti. Le traité 169, rappelons-le est de l'OIT et qu'est-ce que l'OIT si ce n'est un instrument de plus du capitalisme international pour soumettre les peuples opprimés aux états colonialistes? Ce type d'organisation existe pour évaluer des situations d'urgence sur un territoire (vu comme un marché ou une source de matières premières) et proposer des plans de gestion sociale, économique ou politique que les états face à une crise peuvent essayer d'implanter pour éviter des révoltes. Pour cela même, dans le cas où cette proposition aux allures progressistes ne donne pas de fruits, les pays membres peuvent se mettre avec plus de force dans les affaires internes d'autres pays et provoquer ou appuyer des conflits qui peuvent aller jusqu'à la guerre. Il est donc clair que le traité 169 est une farce démocratique dans le jeu politique défendant les intérêts des mêmes propriétaires du monde. Il s'agit de tromper une fois un peuple en lui disant que le jeu démocratique lui garantit sa participation aux décisions qui lui correspondent. Si Allende a été suffisamment naïf, pour ne dire que cela et penser qu'avec le très pacifique jeu démocratique, le Chili pouvait prendre le chemin vers le socialisme, on ne peut pas dire qu'il n'avait pas été prévenu de son erreur. Et si Che Guevara est mort dans la jungle bolivienne, il était prêt à en assumer les conséquences parce qu'il savait qu'aucun autre chemin ne peut mener un peuple à sa libération. Et s'il y avait moins d'idote-s (bien qu'informé-e-s) pour illusionner et illusionner les autres avec des prétentions pacifistes, peut-être que Che Guevara et ses guérilleros n'auraient pas été assassinés et montrés comme des trophées de guerre; ils n'auraient pas été éliminés les combattants pour la liberté. Le problème est toujours le même : il y a toujours quelques privilégié-e-s qui sont disposé-e-s à maintenir l'illusion démocratique avec des supers discours et rien en terme d'action justement pour sauvegarder leurs privilèges. Dans une interview publiée il y a peu dans le blog Polvorin, Mumia Abu Jamal, membre des Blacks Panthers, et prisonnier condamné à mort depuis 25 ans aux États-Unis fait

référence au problème : prenant l'exemple d'Obama, premier président noir des États-Unis, Mumia dit que cela reflète bien comment le projet politique des Blacks Panthers a été battu. Le seul pouvoir noir obtenu aux États-Unis a profité seulement à quelque un-e-s parce que l'état a su diviser la population noire américaine en donnant plus de pouvoir aux noir-e-s les plus riches et plus de discrimination aux noir-e-s les plus pauvres. Aujourd'hui, les États-Unis ont un président noir mais l'immense majorité des noir-e-s aux États-Unis vit dans la pauvreté et discrimination absolues. Est-ce le résultat que prétend générer le traité 169?

D'un côté un petit Wallmapu chilien et riche et de l'autre un grand Wallmapu opprimé et pauvre? Tout cela bien sûr au son des pifilkas (flûtes) et kultrunes (tambours) subventionnés par l'état : tout va bien, le Chili danse toujours sous le soleil capitaliste, et les mapuche pauvres pourront continuer à cramer les pins et les eucalyptus histoire d'avoir au moins un peu plus chaud, et que personne ne vienne s'étonner. Ce problème de la très illusoire participation mapuche à la politique chilienne (tellement peu démocratique en réalité) est déjà illustré avec des maires mapuche qui ont surtout su assurer leurs besoins. Profitant de leur identité, ils ont facilement trouvé les votes que d'autres mapuche leur ont donné en pensant qu'un peñi (frère) ne pouvait pas les tromper et qu'il servirait seulement les intérêts de son peuple. Au final, seulement quelques poches ont grossi et quelques amitiés ont été renforcées. Pour cela l'expression de l'autonomie dans le projet politique de la CAM est radicalement différent. Elle propose l'autonomie dès maintenant, non pas dans le discours et le folklore sinon dans la pratique et la lutte. Un projet politique mapuche pour le peuple mapuche et porté par les mapuche.

Comme beaucoup de secteurs du peuple mapuche mobilisés pour leurs droits, la CAM cherche à récupérer le rakiduum (manière de penser mapuche) et revitaliser le système organisationnel mapuche que connaissait les anciens lofs avec les longko, werken, machi et autres rôles clefs dans la vie mapuche (1). Sur la CAM, on entend de temps en temps la critique suivante : la CAM ne respecte pas les traditions mapuche. Mais de quoi parle-t-on? Ceux qui critiquent la CAM sur ce thème essayent de tromper les gens de la même façon que les démocrates les plus obstinés et démontrent un conservatisme complètement éloigné du terrain de la lutte. Il serait critiquable de développer un projet de libération nationale mapuche qui dédaigne le rôle des longko et machi, il est tout à fait impossible de reprendre l'histoire où ont commencé les agressions wingka (2) parce que le contexte est complètement différent. On entend aussi parfois que la CAM est plus gauchiste que mapuche et qu'elle ne prend pas suffisamment en compte les communautés ou elle développe la résistance. Mais comment devrait-elle prendre la CAM pour faire se rejoindre son projet révolutionnaire de libération avec les opinions de mapuche, quelque-elles soient, dont les vies sont totalement dépendantes de l'argent reçu par l'état chilien et qui en plus cherchent à freiner la résistance de leur peuple?

La vérité est qu'il y a très peu de longko et machi combattis. L'opinion comme quoi opposer à un longko serait un sacrilège est complètement erronée, ceci pour deux raisons historiques. La première est qu'en temps de liberté, le Wallmapu était immense et quand un conflit éclatait dans un lof entre un longko et un kona, ce dernier pouvait réunir ses affaires et aller faire sa vie ailleurs. Aucune hiérarchie répressive n'était tolérable pour les mapuche – du moins entre hommes. Et il existait des codes de conduites, personne n'était obligé d'obéir contre sa volonté à la décision d'un longko. Illes étaient respectés justement parce qu'illes devait elleux-mêmes prendre en compte leur lof. Aujourd'hui, les lof et leur liberté de mouvement ont laissé la place aux réductions indigènes nommées communautés et l'occupation de tous ses alentours par l'état chilien et ses amitiés capitalistes. Qui, depuis une communauté, peut aujourd'hui prétendre être en désaccord avec le longko et s'en aller ailleurs? Personne bien sûr puisque la terre disponible n'arrive même pas à combler les besoins de la communauté. L'invasion du Wallmapu est absolue et empêche de reprendre la libre organisation de la vie mapuche ou elle est perdue quand sont arrivés les européens en massacrant les peuples de tout le continent (3). Commentent alors les contradictions. La seconde raison a à voir avec le fait qu'il y a encore peu de temps, les chiliens comme les européens avant elleux, emmenaient souvent le fils d'un longko pour l'éduquer et en faire un bon catholique. Une fois adulte, il se transformait en bon longko croyant de la foi chrétienne et surtout bien « pacifié ». Qui sinon l'ennemi peut-il donc argumenter de cette manière : pour être un bon mapuche, il faut obéir à son longko. Si c'était une blague, on rigolerait, le problème est qu'il agit d'une contradiction majeure qu'il faut affronter et résoudre. Il est indispensable de re-contextualiser la résistance mapuche dans le cadre de son oppression, justement pour pouvoir la libérer du gilet de force spirituel et politique wingka. Sans décoloniser les mentalités, il est impossible de décoloniser le territoire. Et en même temps, continuer à penser comme une jolie pièce de musée sous l'éclat d'une vitrine et dépossédée de la cruelle réalité du génocide, c'est avouer vaincu-e et remettre les compteurs à zéro. De là à la danse folklorique sur la place principale de Santiago contre de la monnaie, il n'y a qu'un pas, une phrase : « souriez, le petit oiseau va sortir! ». Eh oui, dans les musées, c'est interdit de prendre des photos. Alors pour revenir à cette critique faite à la CAM : elle ne prend pas en compte les longko et machi. Et si c'était le contraire? Pourquoi ne pas dire que beaucoup de longko et machi trahissent la cause de leur peuple? 1-Avant l'invasion du Wallmapu, les mapuche occupaient la terre librement et les lof regroupaient quelques maisons familiales.

2-Wingka : we ingka, nouvel inca. Les mapuche étaient déjà en guerre contre l'impérialisme inca qui tentait d'imposer son pouvoir sur le Wallmapu avant qu'arrivent les européens, pour cette raison, ces derniers se sont gagnés le nom de nouvel inca. Aujourd'hui le terme wingka désigne les blancs en général.

3- On utilise, au Chili et en Argentine le terme genocidar, qui n'existe pas en français mais pourrait se traduire par le néologisme « génocider ».

Le projet de la CAM : un anticapitalisme mapuche?

Orientons-nous dans le temps.

Il y a 500 ans, les mapuche luttaient contre les incas. Le Wallmapu était libre, mais s'affrontait déjà à un autre peuple voulant envahir sans beaucoup de résultat. Après, sont arrivés les espagnols et autres européens assoiffés de sang. Dans un premier temps le Wallmapu restait libre puisque ces nouveaux potentiels envahisseurs, les wingka, ne pouvait gagner contre les mapuche.

Jusqu'à là, nous avons une guerre menée comme il se devait avec des armées de weichafe et toki (1). Pourtant, peu à peu a commencé le métissage de la culture, et en réalité le processus d'acculturation, de perte de l'identité et du mode de pensée. A travers le commerce et la religion, les wingka ont distillé leur influence petit à petit. Le temps passant avec des traités de paix violés par les wingka, plus de batailles, plus de commerce, et plus de religion, l'état chilien est formé avec le génocide bien connu. Le Chili envahit le Wallmapu et impose sa culture. Les mapuche perdent non seulement leurs terres et leur langue, mais aussi leur rakidum et leur manière de s'organiser. Comment en aurait-il été autrement si le rakidum est intimement lié au territoire? Donc la question est la suivante : est-il possible de récupérer le rakidum sans le territoire? Il est évident que non.

Un exemple : où les machi peuvent donc trouver des plantes dont elles ont besoin quand celles-ci disparaissent du fait de la culture de milliers d'eucalyptus ou sous des tonnes d'eau d'un barrage électrique? Les plantes disparaissent et les machi avec. Mais on peut trouver d'autres exemples : que se passe-t-il avec la libre occupation des terres aujourd'hui remplacée par la propriété privée et les clôtures de fils barbelés? Que se passe-t-il avec les Tren Tren, lieu sacrés de cérémonies? On ne peut pas revenir à ce qui a existé sans transition et il serait absolument naïf d'élaborer des stratégies de résistance sans considérer la réalité imposée par l'ennemi, son essence et ses conséquences. On ne peut pas mettre de côté le fait que l'état chilien est capitaliste et qu'il a l'habitude d'utiliser la même stratégie pour vaincre les secteurs en lutte : il divise pour mieux régner, et il divise en classe. La CAM à travers sa radicalité résout sur le terrain de la lutte des classes (imposée par l'envahisseur) une problématique pour tout le peuple mapuche : son projet politique est la réponse anti trahison, anti bourgeoise au schéma culturel imposé par le Chili. Toute organisation mapuche qui prétend vaincre l'occupation chilienne et internationale de son territoire doit considérer comment agit l'ennemi et éviter ses pièges. Le projet politique de la CAM est pour tout son peuple et pas seulement de quelques un-e-s qui cherchent plutôt à former une classe dirigeante mapuche, une élite économique, politique et bourgeoise qui serait seulement capable de continuer l'histoire occidentale avec son lot de massacres et d'usurpations. Pour cela même, plusieurs mapuche qui se sont rapprochés de la CAM au début, s'en sont finalement éloignés et on peut les trouver aujourd'hui caressant leur ego dans des journaux liés à la concertation et à peine bons pour ne pas s'ennuyer aux toilettes. La CAM est justement l'organisation mapuche qui cherche à récupérer le territoire et le rakidum : la CAM est du peuple, le peuple mapuche. Autre chose : le Wallmapu est un sans fin de ressources énergétiques pour l'industrie, ce qui représente beaucoup d'argent. Alors ça vaut la peine de préciser que la lutte de la CAM n'est pas pour ces ressources mais contre la destruction qui accompagne leur exploitation. Et il est difficile de croire qu'une classe dirigeante aidée dans sa construction par un traité comme celui de l'OIT soit insensible à l'argent de ces ressources et qu'elle se nie à croire qu'elle pourrait être à elle. Les mapuche de la CAM sont aussi éloignés de ces intérêts économiques qu'ils sont proches de la lutte contre les entreprises qui détruisent le Wallmapu. Malgré un rakidum qui ne considère pas la lutte des classes, un projet politique comme le propose la CAM est indispensable pour pouvoir justement établir sur quelle base doit s'unir le peuple mapuche. 1- Le toki menait la troupe de guerriers, et le weichafe était un guerrier auquel on attribuait des dons particuliers. La CAM récupère, l'état emprisonne. Qui est solidaire? Deux des trois jeunes mapuche assassinés par les gendarmes pendant une récupération étaient de la CAM, Alex Lemun et Matias Catrileo. Le troisième, Jaime Collio était de l'Alliance Territoriale Mapuche. Avec une balle dans la tête, Alex Lemun a mis une semaine à mourir (2002). Une rafale de mitraillette a tué en quelques secondes Matias Catrileo (2008). Et d'un autre tir est mort Jaime Collio (2009). Les quatre prisonniers condamnés à 20 et 25 ans de prison sont de la CAM ainsi que beaucoup de mapuche condamnés ou dans l'attente de leur procès sont liés à son projet politique. L'explication saute aux yeux mais parfois la peur aveugle : les revendications politiques de la CAM et son action sont celles qui gênent réellement l'occupation honteuse du Wallmapu. Les entreprises se plaignent et l'état réprime.

La lutte a-t-elle besoin de martyres? Non, la répression fait ses victimes. La détermination à lutter contre l'oppression peut difficilement éviter cette conséquence. Il y a des prisonniers et il y a des morts. Les responsables de la répression sont ceux qui donnent les ordres et ceux qui les exécutent. On ne joue pas à la balle. Il n'y a pas d'égalité de jeu, ni d'arbitre ou d'impartialité. Ceux qui s'opposent à l'oppression perdent toujours au jeu d'échecs malsain et injuste des lois. C'est pour cela que nous devons les ignorer, et c'est pour cela qu'on nous condamne et nous tue.

Nous avons ici un processus de libération fortement surveillé et réprimé. Et il est impossible de nier l'apport de la CAM à tout un peuple, et la nécessité d'appuyer la grève de la faim des PPM de la CAM. Leur sort peut-être le même pour quiconque se lève avec la même détermination face à l'invasion de son territoire. Laissez l'état marquer ce point, laissez le champs libre pour la répression qui va suivre. Rappelons-nous que viennent plus de procès et surtout plus de détentions jusqu'à ce que se termine la résistance mapuche ou le pouvoir de l'état chilien au Wallmapu. La lutte mapuche n'est pas d'une seule ou plusieurs communautés, la lutte mapuche est de tout un peuple. Il ne faut pas oublier qu'un projet politique passe par des stratégies. Il est impossible de gagner contre une entreprise forestière ou un barrage électrique de manière isolée. Il est indispensable d'avoir un projet politique plus ample qu'une lutte spécifique pour obtenir de vrais résultats. Et des fois on observe la solidarité s'exprimer de diverses

manières avec une organisation ou plutôt une association, ou avec quelques personnes d’une communauté. Mais jamais à un projet politique précis et cohérent. Nous sommes dans l’ère glaciale des ONG.

Vive l’humanitaire et ciao la politique. Bienvenus les projets de fanzines informatifs et d’écoles autonomes en-dehors de la lutte réelle. On aide celui ou celle qui raconte les choses les plus jolies sans jamais comprendre pourquoi les clandestins n’arrivent pas aux conférences… Avec la grève de la faim, il ne s’agit pas seulement d’être solidaire avec quatre prisonniers pour obtenir leur liberté, mais d’appuyer un projet politique combatif et anticapitaliste. Ce qu’il manque encore une fois pour viser du bon côté, c’est la même chose que partout : la détermination politique, la conviction. En attendant, le capitalisme continue d’avancer et de détruire, et la répression nous poursuit. Face à cela, nous avons deux options : ou on lui cède le pas, ou on essaie de lui bloquer le passage.

C’est la deuxième option qu’on choisit les quatre PPM en grève : ils ont voulu arrêter une troupe de flics attaquant la communauté et ils sont aujourd’hui prisonniers pour une supposée tentative d’homicide sur un procureur. Ne laissons pas l’état les enfermer pour 25 ans, on a besoin d’eux dehors pour qu’ils propagent leur expérience.